

## - Épisode 83 -



#83



C1  
C2



## - L'UE contre le gaspillage textile -

**Situation : Écouter et comprendre un sujet d'actualité sur la fast fashion et les mesures que l'Europe prend pour lutter contre le gaspillage textile.**

L'Union européenne, confrontée à une crise environnementale majeure liée au gaspillage textile, a adopté une législation ambitieuse visant à responsabiliser les producteurs, y compris les géants du e-commerce tels que Shein et Temu. Ces plateformes, symboles de la fast fashion, proposent des produits à des prix extrêmement bas et renouvellent leurs collections à une vitesse vertigineuse, incitant les consommateurs à acheter toujours davantage. Cette initiative s'inscrit dans une dynamique plus large de transition vers une économie circulaire, visant à réduire l'empreinte écologique de l'industrie textile, qui est l'une des plus polluantes au monde. Selon les dernières estimations, l'Union européenne génère chaque année environ 12,6 millions de tonnes de déchets textiles, dont une grande partie provient de vêtements peu durables produits en masse et rapidement jetés.

Pour contrer ce phénomène, le Parlement européen a adopté une directive imposant aux marques de financer et de gérer la collecte, le tri et le recyclage de leurs produits. Ce mécanisme, connu sous le nom de Responsabilité Élargie des Producteurs (REP), s'applique à tous les acteurs du secteur, y compris les plateformes de commerce en ligne non européennes comme Shein et Temu. Les États membres disposent d'un délai de trente mois pour instaurer leur système national REP, garantissant ainsi une mise en œuvre cohérente et uniforme sur le territoire européen. L'objectif de cette législation est double : réduire le gaspillage textile en responsabilisant les producteurs et encourager la conception de produits plus durables, réparables et recyclables, afin de limiter la dépendance à la production de masse.

En France, la législation nationale renforce ce cadre européen avec des mesures ambitieuses. Adopté en juin 2025, le projet de loi introduit des éco-taxes pouvant atteindre dix euros par article pour les produits les plus polluants, d'ici 2030, et interdit certaines formes de publicité pour les marques de mode ultra-rapide. La loi impose également des obligations de transparence sur l'impact environnemental des produits, obligeant les entreprises à fournir des informations claires et vérifiables aux consommateurs. Ces mesures visent à protéger à la fois l'environnement et les citoyens en garantissant un accès à une information fiable sur l'empreinte écologique des produits. Elles ciblent particulièrement les plateformes comme Shein et Temu, accusées de pratiques commerciales trompeuses, notamment le greenwashing, c'est-à-dire la présentation de produits comme écologiques alors qu'ils ne le sont pas.

Les sanctions déjà infligées illustrent cette volonté de régulation. En juillet 2025, la Direction Générale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes, a condamné Shein à 40 millions d'euros pour des allégations environnementales mensongères, tandis que l'Autorité de la concurrence italienne a infligé à la marque une amende d'un million d'euros pour des pratiques similaires. Ces sanctions montrent que l'Europe est prête à agir de manière concrète contre les abus et à protéger les consommateurs, tout en envoyant un signal fort aux autres acteurs du secteur : les fausses promesses écologiques ne seront plus tolérées. Elles permettent également de mettre en lumière l'importance de fournir des informations claires et transparentes sur la durabilité des produits afin de guider le consommateur vers des choix responsables.

...



Comprendre le succès des plateformes comme Shein et Temu nécessite également d'examiner le comportement des consommateurs. Les prix très bas, la diversité des articles, la rapidité de renouvellement des collections et la facilité d'achat en ligne séduisent particulièrement les jeunes générations. Ces consommateurs recherchent avant tout la nouveauté, la variété et la possibilité de suivre les tendances à moindre coût, souvent sans considérer les impacts environnementaux ou sociaux de leurs achats. Cette logique de consommation rapide et peu réfléchie contribue directement à l'accumulation des déchets textiles et à la surexploitation des ressources naturelles. Les mesures européennes cherchent donc à rétablir un équilibre : informer le consommateur, réduire l'impact environnemental des produits et encourager des pratiques d'achat plus responsables, tout en conservant l'accès à la diversité de l'offre.

Au-delà des sanctions et des informations obligatoires, l'objectif des politiques européennes est de promouvoir une économie circulaire. Le système REP vise à encourager la réparation, la réutilisation et le recyclage des textiles, réduisant ainsi la dépendance à la production de masse. Cette transition implique de nombreux défis : la mise en place d'infrastructures adaptées pour le tri et le recyclage, la coordination entre États, mais aussi la coopération internationale afin d'éviter que les déchets ne soient exportés vers les pays en développement, phénomène souvent qualifié de « colonialisme des déchets ». La réussite de cette politique repose donc sur une combinaison de réglementations strictes, de sanctions efficaces et de sensibilisation des consommateurs.

L'Europe cherche à transformer l'ensemble de la chaîne de valeur de la mode, de la production à la consommation, en passant par la distribution et le recyclage. Il s'agit d'un changement de paradigme profond, qui pourrait modifier durablement les habitudes des consommateurs et inciter les entreprises à repenser leurs modèles économiques. Si ces mesures sont appliquées de manière cohérente et efficace, elles pourraient marquer un tournant historique pour l'industrie textile, favorisant des pratiques plus responsables et durables tout en réduisant significativement l'empreinte écologique de la mode rapide.

En conclusion, cette législation européenne, renforcée par des initiatives nationales telles que celle de la France, représente une avancée majeure dans la lutte contre le gaspillage textile. Elle impose aux acteurs du secteur, y compris les plateformes de commerce en ligne non européennes, de prendre leurs responsabilités en matière de durabilité et de gestion des déchets. Cependant, sa réussite dépendra de la mise en œuvre effective des mesures, de la coopération internationale et de l'adhésion des consommateurs à des pratiques plus responsables, condition essentielle pour que la transition vers une économie circulaire soit réellement effective.

